

La robotisation inquiète

L'évolution technologique tend à vouloir remplacer le travail de l'homme par celui d'un robot, faisant craindre le pire pour les travailleurs de demain.

Hier, la Fondation Idea, le think tank de la Chambre de commerce, a organisé un débat autour de la transformation technologique de la société et des changements notables qu'elle entraîne dans l'approche du travail qui est en train de se robotiser.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

La Fondation Idea a organisé un débat sous un format quelque peu inédit pour le think tank de la Chambre de commerce. L'économiste Michel-Édouard Ruben, modérateur du débat, a donné tour à tour la parole au député LSAP Franz Fayot et au président de l'Union

des entreprises luxembourgeoises (UEL), Jacques Rommes. Un face-à-face intéressant qui a confronté la position juridique et politique de Franz Fayot et la vision du monde de l'entreprise de Jacques Rommes.

Si le débat ne s'est pas perdu dans les méandres de la technicité, les deux intervenants ne se sont pas montrés des plus concrets dans leurs réponses, restant à la «surface» des sujets abordés. Mais pouvait-il en être autrement? Pas vraiment.

Dès le début du débat, la question du robotariat dans le monde du travail et la possibilité de voir disparaître des métiers au profit d'un robot s'est posée. «Il y a énormément

d'incertitude sur cette question et l'on peut constater que les prévisions sont diverses. On parle de la disparition des emplois les moins qualifiés et même d'emplois plus pointus, plus intellectuels. Pourtant, de là à voir disparaître complètement une profession, je pense que l'on en est loin. Par contre, il est indéniable que les métiers vont changer, vont être plus spécialisés et que la valeur ajoutée humaine va être plus pointue alors que des tâches plus «basses» et plus dures vont être robotisées», a commenté Franz Fayot avant d'ajouter: «Aujourd'hui, il existe déjà des usines fortement robotisées, et cette robotisation

fait peur à beaucoup de personnes, surtout les moins qualifiées, qui se demandent si elles auront un métier demain. La question essentielle est de savoir si, avec la robotisation, les emplois vont être remplacés par d'autres métiers ou bien s'ils vont être tout simplement supprimés.»

➤ Le changement s'accélère

Du côté du monde de l'entreprise, Jacques Rommes a également admis que la robotisation peut faire peur aux travailleurs, tout en apportant des nuances: «Le changement est toujours anxiogène. L'homme n'aime pas le changement, pourtant le monde a toujours changé, pas d'une manière brutale mais au fil du temps. Pour certains, le changement n'est pas confortable, mais il a le mérite d'ouvrir des opportunités. Pour en revenir au travail, les conséquences de la robotisation posent des questions ouvertes laissant le champ libre à pas mal de projections. Pourtant, je ne pense pas que le travail va disparaître d'un coup. D'un autre côté, il est vrai que le changement s'accélère avec le progrès technologique, apportant des questions anxiogènes au même titre que des changements au niveau climatique. Ce que je peux dire, c'est qu'il faudra vivre avec ces changements et travailler différemment. Il me paraît évident qu'un jeune qui entre sur le marché du travail a une vision différente du travail qu'en a son père ou son grand-père.»

Pendant plus d'une heure, les deux invités et Michel-Édouard Ruben ont alors abordé des thèmes en lien avec la transformation de la société, notamment la révolution industrielle chère à Rifkin, mais également des sujets comme le salaire universel et la taxation des robots. Sans apporter de réponses concrètes en raison de la nature quelque peu «futuriste» du sujet, ce débat a eu le mérite de montrer que les changements qui s'opèrent dans la société et le monde du travail préoccupent les acteurs économiques et politiques du pays sans pour autant qu'ils cèdent à la panique dans la mesure où cette révolution industrielle n'est pas brutale, pour le moment.



Photo : Hervé Montalgu

Modéré par l'économiste de la Fondation Idea Michel-Édouard Ruben (au c.), le débat a vu s'affronter le président de l'Union des entreprises luxembourgeoises, Jacques Rommes (à g.), et le député LSAP Franz Fayot.